

## Roger Cayzelle – Président de l'Institut de la Grande région Président de RCF Jerico 57

# Transfrontalier : Avons-nous vraiment envie de coopérer ?



Arrivé au bout de son âge, lorsqu'on lui demandait s'il avait encore de l'envie, Jean d'Ormesson répondait souvent avec humour que le désir n'avait pas disparu chez lui mais ce qui lui manquait désormais c'étaient les moyens de le satisfaire. Dans un domaine vraiment très différent, si on leur posait la même question que diraient les acteurs politiques institutionnels de cette Grande région transfrontalière (GRT) qui s'étend de la Meuse à la Moselle et qu'on ne parvient toujours pas à nommer. Ont-ils le désir et les moyens de travailler efficacement ensemble ? Sont-ils motivés par une forte volonté de coopération ?

La question n'est pas anodine, car le développement harmonieux d'un territoire, aussi vaste soit-il, dépend aussi et peut-être d'abord d'une volonté commune portée par ses dirigeants et perçue ses habitants. Tentons quelques éléments de réponse. En première intention le désir est bien là. Les femmes et les hommes politiques qui agissent au cœur du transfrontalier sont toutes et tous des européens convaincus, comme ils l'affirment d'ailleurs eux-mêmes fréquemment. Ils sont dans un état d'esprit qui vise bel et bien à vouloir construire des ponts plutôt que de dresser des murs.

Dans les rencontres officielles, elles et ils affirment fréquemment cette volonté. Les derniers sommets de la GRT n'ont pas échappé à la tradition. À l'occasion des derniers Sommets à Verdun en février puis à Tawern en octobre 2023, les responsables politiques ont dit à quel point ils croyaient en l'avenir de la Grande Région dans un climat de concorde et d'amitié.

Ont-ils ou elles les moyens de concrétiser ces ambitions ? Les différents outils institutionnels mis en place depuis la création officielle de la GRT en septembre 1995 leur donnent une véritable marge de manœuvre à travers notamment des Sommets espacés mais réguliers, un secrétariat commun, des outils

d'analyse et de prospective, un programme Interreg et un schéma territorial transfrontalier. Ce dispositif ouvre des vraies perspectives et permet d'agir autour de coopération larges ou plus locales.

Malgré cela l'impression qui domine pourtant est celle d'une action politique transfrontalière trop peu visible et dont on perçoit mal le sens, malgré le travail des équipes techniques du Sommet.

Bien sûr les liens entre les différentes Régions sont réels, des relations interpersonnelles existent, des accords ponctuels sont signés autour des mobilités, parfois autour de la formation ou de l'apprentissage des langues. Mais il s'agit le plus souvent d'accords bilatéraux, certes intéressants mais aussi très ciblés.

Affirmer et porter le projet transfrontalier à l'échelle de la GRT constitue toutefois un exercice plus complexe. Le programme de travail pour les années 2023-2024 est d'ailleurs assez révélateur de la difficulté à donner du sens et une forte visibilité à l'action à mener. Ce n'est pas faire injure à ses rédacteurs que de constater que peu de réalisations vraiment visibles sont mises en avant, si on excepte la mise en circulation quotidienne de la liaison ferroviaire Metz Thionville Trèves qui avait été décidée il y a plusieurs années. Cela signifie-il pour autant que les responsables politiques de la GRT n'ont pas envie de coopérer ? La réponse mérite d'être nuancée car il faut aussi tenir compte du contexte dans lequel agissent aujourd'hui les femmes et les hommes politiques. L'actualité de 2023 les oblige à faire face à de redoutables enjeux. Après la gestion du Covid, la guerre en Ukraine, la question de l'énergie, le réchauffement climatique, l'inflation et la sécurité sont au cœur des préoccupations des citoyens. Les mobiliser est aujourd'hui une tâche difficile, au plan local certes, mais plus largement encore lorsqu'on élargit le focus de l'action publique.

**La Lorraine n'est pas inactive et ses élus prennent au sérieux la question transfrontalière. Mais, dans ce domaine aussi, cette ancienne Région française, intégrée désormais dans le Grand Est est mal organisée et peine à affirmer une stratégie d'ensemble visible et cohérente.**

Par ailleurs, c'est enfoncer une porte ouverte que de rappeler que dans la plupart des pays européens l'opinion évolue très sensiblement aujourd'hui vers des comportements auxquels il n'est pas simple de répondre : la défiance face au monde politique dans son ensemble, des exigences immédiates de plus en plus prégnantes, la tentation évidente du repli sur soi et l'apparition d'un populisme de plus en plus assumé.

Lorsque ces quatre tendances s'entrecroisent il est presque inévitable qu'elles finissent par influencer les différentes politiques publiques. Quoi qu'on en dise, les modifications profondes de l'opinion publique provoquent une certaine timidité lorsqu'il s'agit de tenir un discours plus large, d'évoquer des passerelles, d'imaginer d'autres horizons et, en ce qui concerne notre sujet, d'aborder la question transfrontalière.

Dans toutes les composantes territoriales de la Grande Région, les dirigeants politiques ont à gérer des situations très complexes et il faut bien dire que l'atout transfrontalier, même s'il est exprimé parfois dans les discours, n'apparaît pas toujours aussi

prioritaire qu'on veut bien le prétendre. Chaque responsable territorial cherche en effet d'abord à faire face aux enjeux qui concernent son propre territoire.

Un rapide regard sur l'approche de chaque composante de la GRT permet de le vérifier. Le Luxembourg, ce grand pays totalement immergé dans le paysage international, développe une croissance exceptionnelle à travers une stratégie économique gérée avec succès depuis plusieurs années. Mais alors que son développement dépend aussi en grande partie de l'apport de travailleurs frontaliers de plus en plus nombreux, la thématique de l'articulation avec les régions voisines apparaît trop peu pour l'instant dans les discours et les programmes malgré les nombreux travaux de prospective menés sur l'avenir du Grand-Duché et l'aménagement de son territoire.

Les régions périphériques au Grand-Duché ne sont pas en reste.

La Région Wallonne, la fédération Wallonie Bruxelles, et la Communauté germanophone de Belgique peinent à coordonner leurs efforts et à afficher un projet transfrontalier, se contentant d'afficher des coopérations ponctuelles avec le Grand-Duché qui s'appuient souvent sur les liens historiques qui unissent les deux pays.

La Lorraine n'est pas inactive et ses élus prennent au sérieux la question transfrontalière. Mais, dans ce domaine aussi, cette ancienne Région française, intégrée désormais dans le Grand Est est mal organisée et peine à affirmer une stratégie d'ensemble visible et cohérente.

La Sarre s'affirme à juste titre comme une région très européenne et très francophone, mais elle mériterait peut-être d'être moins discrète autour de cette ambition.

Enfin, la Rhénanie Palatinat est une grande région allemande, très immergée elle aussi dans le paysage international. Mais ses dirigeants portent plutôt leurs regards vers

le nord de l'Europe, vers Berlin et la Suisse et ils ne sont impliqués que modérément dans le GRT bien qu'étant frontaliers avec le Luxembourg.

À partir de ce constat rapidement dressé est-il possible de construire une action qui aille au-delà des contrats bilatéraux, qui ne s'enferme pas dans le court terme mais qui fasse sens en procurant aux habitants de l'espace transfrontalier le sentiment d'un destin commun ?

Répondre à cette question est loin d'être simple. Une chose est claire toutefois : plus que jamais il faut garder le cap et entretenir la flamme du désir transfrontalier en organisant notamment davantage de rencontres interpersonnelles au coin du feu entre responsable politique de la grande région.

Mais dans le même temps sans doute faut-il aussi mieux intégrer le travail mené par les observateurs, les équipes techniques et les producteurs de données. Ceux-ci présentent très souvent une vision claire des enjeux et posent des questions sur le long terme. Leur travail débouche notamment sur un schéma transfrontalier pertinent. La question n'est

toutefois pas de le reproduire tel quel mais de le porter politiquement en affichant une volonté politique. C'est aussi et peut-être d'abord cela qui va intéresser les médias et plus largement l'opinion publique.

Écouter la société civile et ne pas s'enfermer dans une vision exclusivement institutionnelle est aussi une ardente obligation. Car l'intégration socio-économique s'est renforcée beaucoup plus rapidement qu'il n'y paraît dans les territoires transfrontaliers et il existe une communauté d'intérêts pour laquelle la solidarité est un monde de fonctionnement normal. Il y a sans nul doute pas mal de leçons à retenir de l'écosystème socio-économique. Dans ce contexte travail mené par l'université de la grande région mérite aussi d'être suivie de près.

Enfin l'absence de patronyme pour la GRT, la Grande Région Transfrontalière sans nom est un vrai sujet. Ses responsables butent sur cette difficulté depuis des années, mais la question est sans nul doute moins secondaire qu'il n'y paraît : comment peut-on désirer quelque chose que l'on ne sait pas nommer ?



L'A31, le sujet de toutes les attentions